

PARTI DE SAÏD BOUTEFLIKA

Un conseiller du président pour déblayer le terrain

Le Mouvement national des générations libres a tenu, hier, son assemblée générale constitutive à l'hôtel Essafir d'Alger. Présidée par Mourad Sassi, conseiller de Abdelaziz Bouteflika, cette «organisation non gouvernementale à caractère humanitaire» pourrait, à terme, se transformer en parti politique.

Tarek Hafid - Alger (Le Soir) - Ambiance des grands jours à l'hôtel Alletti à l'occasion de la tenue, hier, des assises de la «première ONG algérienne».

L'évènement se déroule au rez-de-chaussée, dans le cabaret de l'établissement. La salle a été apprêtée pour la circonstance afin de lui conférer un caractère magistral : portrait du président de la République, emblème national et pupitre. Onze heures trente, un homme de petite taille vêtu d'un costume bleu clair fait son entrée.

L'assistance, composée d'une cinquantaine de personnes, se lève et applaudit. Mourad Sassi, le «raïs», répond par un salut de la main et va s'asseoir sur un fauteuil posé sous une boule à facette.

Un imam monte sur scène pour psalmodier quelques versets du Coran avant de laisser sa place à un des organisateurs qui invite les présents à observer une minute de silence «à la

mémoire des martyrs de la Révolution». Il entre ensuite dans le vif du sujet : «Nous sommes réunis aujourd'hui pour signer l'acte de naissance du Mouvement des générations libres.

Cette organisation non gouvernementale est la prolongement naturel de la kola (cruche), qui a rassemblé les associations de soutien au président de la République», lance-t-il en invitant Mourad Sassi, le «raïs» de cette «ONG», à monter sur scène pour prononcer un discours.

Les propos du conseiller de Abdelaziz Bouteflika sont décousus, sans grand sens. «Je voudrais adresser un message aux jeunes, il ne faut plus que le sang coule (...). J'ai un message à nos frères kabyles : assa azeka, l'Algérie yela yela (...). Nous devons protéger nos mères et nos sœurs, je t'aime ma mère, je t'aime ma sœur. Il faut protéger les constantes de nos sœurs algériennes (...). Hassiba Ben-Bouali, Fatma n'Soumer nous ont



Mourad Sassi.

été offertes par des femmes, leurs mères. Didouche Mourad, Si El Houès, Larbi Ben M'hidi, Boumediene ont été offerts par des femmes.» Mourad Sassi a droit à un tonnerre d'applaudissements. Pour célébrer la naissance du Mouvement des générations libres, une poétesse venue spécialement d'Oran est invitée à déclamer quelques vers. Le poème se transforme soudain en conférence. L'assistance écoute, gênée.

D'un signe de la tête, un des organisateurs ordonne à la dame de regagner sa place. Elle

s'exécute. La séance est levée. Les journalistes sont invités à se rendre à la salle de conférences, pour assister à une conférence de presse du «raïs». Mourad Sassi se dit prêt à répondre à toutes les questions. Le Mouvement national des générations libres est-il une structure politique ? Une formation qui sera appelée à jouer un rôle sur la scène politique ? «Nous avons organisé ces assises pour mettre un terme à ces rumeurs sur la création d'un parti politique. Le Mouvement est une organisation non gouvernementale. Nous

avons 78 bureaux à l'étranger. Nous sommes petits et désirons rester petits», déclare Mourad Sassi.

Mais il se contredit aussitôt : «Nous pourrions transformer cette ONG en parti politique. Mais pour l'instant, c'est une ONG (...). Nous allons sortir avec des choses nouvelles, mais nous ne pouvons pas le dire.»

Sassi continuera à faire dans l'abstrait lorsqu'il lui sera demandé de donner sa définition du terme «ONG».

«C'est un mouvement mondial. C'est la première fois en Algérie. Et comme

El Jazeera (la chaîne d'information en continu) a trop parlé de nous, nous n'allions quand même pas lancer une association locale. Nous avons décidé de créer une ONG mondiale à caractère humanitaire. Avant, nous n'avions pas de carte grise et maintenant nous allons constituer un dossier pour obtenir une attestation pour circuler.»

Questionné sur le phénomène de l'immigration clandestine, le «gourou» de la kola a présenté la thèse suivante : «Les harraga sont des repris de justice, ils n'ont pas de passeports. Ils ont des problèmes avec l'appareil judiciaire. Une autre catégorie de harraga est composée de personnes qui fuient l'Algérie pour garder leur dignité», lancera-t-il.

Les propos de Sassi laissent pantois. En coulisses, l'homme est présenté comme l'initiateur du parti politique qui sera mis à la disposition de Saïd Bouteflika, le frère du président de la République.

A ses côtés, parmi le groupe des membres fondateurs de cette nouvelle structure, certains n'hésitent pas à afficher leur statut d'anciens militaires, d'officiers de l'ANP.

T. H.

OUACIFS

La recrudescence des actes terroristes et des kidnappings fait sortir la population dans la rue

La tentative avortée de kidnapping par un groupe terroriste d'un entrepreneur de la commune d'Aït-Toudert, dans la daïra des Ouacifs, dans la nuit du lundi à mardi dernier, n'a pas laissé indifférente la population de la daïra des Ouacifs qui a, bruyamment, exprimé sa réprobation quant à continuer à vivre dans la peur et surtout à céder au chantage en négociant la vie de ses concitoyens à coup de rançons et, parfois, au prix de la vie.

Ces citoyens refusent de céder à la fatalité des kidnappings à répétition qui ont ciblé de nombreux citoyens de cette région. Depuis quelques mois, ils ne cachent plus leur exaspération. Ils interpellent les pouvoirs publics sur leur devoir, constitutionnel, d'assurer la sécurité des biens et des personnes.

C'est ce qu'ils ont voulu exprimer en participant massivement à la grève et au rassemblement organisé dans la matinée d'hier au niveau du chef-lieu de daïra. Une action de protestation qui fait suite à la grève observée la veille.

Ce rassemblement qui a ponctué une grève générale observée par les commerçants du chef-lieu de daïra et auquel ont pris part des citoyens et des élus des trois communes des Ouacifs fait suite à la tentative avortée de kidnapping d'un co-gérant d'une entreprise privée originaire de la commune d'Aït-Toudert, dans la nuit de lundi à mardi derniers. Ce rapt manqué de ce citoyen qui a dû son salut à son courage et à sa vigilance, en forçant le barrage qui a été dressé par les terroristes en vue de son interception, est le dernier en date d'une longue série d'actes similaires qui ont sou-

vent eu des conséquences dramatiques.

On rappellera, à l'exemple, l'assassinat, au printemps de l'année 2008, d'un gérant d'un établissement commercial et de son fils qui ont opposé une résistance à des terroristes venus leur extorquer de l'argent.

Au début de l'année en cours, c'est le fils d'un entrepreneur en bâtiment de la commune d'Aït-Toudert qui a été enlevé puis libéré, suite, dit-on, au paiement d'une rançon. L'entrepreneur qui a fait l'objet du rapt manqué au milieu de la semaine en cours est, avons-nous appris, de la même famille que ce jeune fils d'entrepreneur kidnappé.

A ces actes sont venus s'ajouter d'autres commis par des terroristes, à l'image de l'attaque à l'arme automatique contre la caserne de la BMPJ des Ouacifs, il y a un mois, qui a fait deux blessés parmi les policiers.

Ces faits et bien d'autres ont visiblement contribué à la naissance d'une certaine exaspération et d'un sentiment d'insécurité chez les citoyens des communes de cette daïra qui n'ont pas manqué d'interpeller l'Etat sur la nécessité d'assurer la sécurité des biens et des personnes.

Une exigence bien mise en évidence sur une banderole arborée par des citoyens lors du rassemblement d'hier. Le même sentiment d'insécurité et d'abandon est exprimé par le P/APC des Ouacifs, d'obédience FFS. «Les services de sécurité ont abandonné cette région», nous dira l'édile communal des Ouacifs, qui témoigne de la revendication partagée par l'ensemble des élus de toutes tendances politiques, à savoir l'interpellation de l'Etat pour assurer la sécurité des citoyens.

Une revendication partagée par la député Lila Hadj Arab, du

RCD, qui a pris part, au même titre que son collègue H. Saheb, député du même parti, au rassemblement des citoyens.

La député, qui a tenu à dénoncer le terrorisme intégriste, se dit solidaire des citoyens dont elle «salue l'initiative», tout en interpellant l'Etat pour la prise en charge de la sécurité des citoyens. «Une revendication que nos députés ont soulevé à l'APN comme l'ont fait nos élus à l'APW de Tizi-Ouzou», dira la députée du parti de Saïd Sadi.

La «coordination des entrepreneurs des Ouacifs», créée à la suite de ce rapt manqué et qui a appelé à la grève et au rassemblement d'hier, a dénoncé «le laxisme des autorités civiles et militaires devant le climat d'insécurité». Signalons qu'une délégation constituée d'élus et de citoyens a été reçue, à l'issue de ce rassemblement, par le chef de daïra des Ouacifs.

S. A. M. et Kader Aït-Salem